

*Initiatives ministérielles*

devraient. Nous risquons en fait d'en arriver au point où le Canada aura beaucoup moins de produits qu'auparavant à vendre sur les marchés d'exportation.

En novembre dernier, lorsque j'ai assisté à l'assemblée annuelle du Saskatchewan Wheat Pool, le président, M. Stevenson, a réclamé un paiement de 500 millions de dollars pour la province. Nous en avons entendu parler pendant des mois. À ce moment-là, il devenait déjà évident, au cours de la prochaine campagne agricole, que non seulement le revenu des localités agricoles et des agriculteurs serait très faible, mais qu'il serait également nul dans certains cas.

On prévoit que, l'année prochaine, il y aura un revenu négatif de 9,4 millions de dollars en Saskatchewan. En fait, il n'y aura pas de quoi vivre, ni de quoi payer les dettes. Les revenus seront inférieurs de 9,4 millions aux dépenses. Ainsi, les fermes familiales moyennes de la Saskatchewan n'auront rien pour vivre et pour payer leur main-d'oeuvre. Bien sûr, cela laisse présager des temps extrêmement difficiles, non seulement pour les agriculteurs, mais également pour leurs familles et leurs localités.

Parce qu'il n'y a pas de travail dans de nombreux centres de Saskatchewan, l'un des conjoints doit aller travailler dans une ville d'Alberta ou de Colombie-Britannique l'hiver. Le gouvernement conservateur de la province s'est arrangé pour qu'il en soit ainsi. Cette situation crée toutes sortes de tensions dans les familles parce qu'en plus d'être endettées, elles se sentent coupables que l'exploitation familiale qui a pris tant d'années à se bâtir soit menacée de disparaître. La séparation trouble aussi la vie familiale.

Nous voyons le gouvernement retirer son appui à l'agriculture depuis le début de son mandat. En plus de mesures qui transforment les structures agricoles, comme le retrait de l'avoine de l'autorité de la Commission du blé, qui s'est fait sans consultation, nous avons vu le prix de l'avoine s'affaïsser au point qu'il ne vaut presque plus la peine de la cultiver. Les agriculteurs n'ont jamais été consultés là-dessus. Ils n'ont jamais eu le référendum qu'ils n'ont cessé de demander.

Nous avons perdu la dualité des prix. J'ai vérifié soigneusement le budget des dépenses à ce sujet. Le premier ministre de Saskatchewan nous a assuré à Prince-Albert que même si le libre-échange faisait disparaître le double prix, dont la valeur était de quelque 800 millions

de dollars par année, nous verrions sûrement l'argent retourner directement aux agriculteurs. Je n'ai encore rien trouvé dans le budget des dépenses qui confirme ce paiement aux agriculteurs.

Nous voyons restructurer l'agriculture selon le modèle de l'agri-négoce. En Saskatchewan, nous avons toujours eu sous les yeux l'exemple du Dakota du Nord. Nous avons vu où cela l'avait mené. Les lignes ferroviaires ont été centralisées. Les silos et les fermes sont beaucoup plus considérables. La population disparaît des régions rurales. Dans certaines petites villes, il n'y a pas d'écoles et les services hospitaliers sont pitoyables. Non seulement il devient de plus en plus difficile de survivre financièrement dans ces collectivités rurales, mais le style de vie laisse tellement à désirer que les familles ne veulent pas rester. Il n'y a pas de services pour les enfants et le mode de vie rural commence à s'effriter.

De quoi avons-nous besoin à la place de ce programme? Nous avons sûrement besoin des 500 millions de dollars que demandent les agriculteurs. Le gouvernement tente une fois de plus de nous duper. Il fait miroiter devant nos yeux toutes sortes de promesses qu'il ne respecte pas. Ainsi, le ministre de l'Agriculture a été catégorique quand il a déclaré un peu plus tôt cette année que les agriculteurs recevraient une aide financière avant les semences du printemps. Or, celles-ci arrivent à grands pas. Les producteurs prennent déjà des décisions quant à leurs cultures de cette année, mais n'ont toujours pas reçu cette aide.

• (1250)

Nous avons soulevé la question à maintes reprises à la Chambre. On nous a d'abord dit que les fonds tardaient certes à venir, mais qu'un engagement très ferme serait sous peu annoncé. Le gouvernement a eu amplement le temps de concevoir un programme même s'il a dû consulter les banques, les ministres et les représentants provinciaux. Le besoin est là. Mais on attend toujours l'annonce du gouvernement.

Je presse donc le gouvernement d'annoncer qu'il versera cette aide financière aux agriculteurs pour qu'ils puissent préparer leurs semences.

En outre, il nous faut commencer à étudier toute la question de la restructuration de la dette agricole. J'ai toujours trouvé absurde qu'au Canada, on restructure la dette agricole de manière que chaque génération soit forcée de racheter la ferme. Chaque nouvelle génération est aux prises avec les banques et les créanciers et doit